



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

***L'Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles : nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale* / Patricia van Schuylenbergh, Catherine Lanneau et Pierre-Luc Plasman (dir.)
éd. P. Lang, 2014
cote : 59.826**

Jusqu'à une époque relativement récente, la notion d'histoire coloniale avait, comme l'adjectif lui-même, mauvaise presse dans les milieux académiques. Si le phénomène colonial appartient à un passé révolu, le temps est depuis longtemps venu d'en écrire l'histoire. Nos amis belges ne s'embarrassent heureusement pas de telles réticences polémiques et le sous-titre de cet ouvrage en fait foi.

Sont ici rassemblées les communications présentées lors de deux journées d'étude tenues à Louvain la Neuve le 7 mai 2011 (*La Belgique et l'Afrique*) et au musée de Tervuren le 4 février 2012 (*Nouvelles études congolaises*).

Dans leur préface, Michel Dumoulin et Paul Tilly font le point sur l'état présent des études d'histoire contemporaine outre-Québécois, rendent hommage aux activités du groupe "*Belgique et mondes contemporains*" au cours des années 2010-2012 et nous font part de la parution, il y a deux ans, d'un guide des archives coloniales belges, prélude à la publication annoncée d'un guide général des archives de la colonisation.

La première partie est intitulée: "*Courants et historiographie*". On assiste aujourd'hui à une nouvelle mise en perspective de l'histoire de l'Afrique centrale belge: un trop plein de mémoires crée-t-il un vide d'histoire? Telle est la question que Patricia Van Schuylenberg (Musée de Tervuren) se pose d'emblée. L'auteure évoque l'abondante production historique (histoire héroïque) consacrée au Congo depuis les temps de glorification de Léopold II, vers 1910, (*Histoire de l'Etat indépendant du Congo* de E. Masoin, 1913) jusqu'au tournant des années 50 et l'avènement d'une histoire critique.

L'histoire n'est pas que chronologie, mais elle est avant tout chronologie, car nul ne fera d'histoire sans dates : Sous le titre: "*Esquisse d'une réflexion sur la chronologie*" Pedro Monaville (Williams Collège, Massachussets) retrace l'éveil des Congolais à la vie politique à l'époque coloniale, et y recherche les origines du mouvement estudiantin qui s'est fait jour au temps de Mobutu.



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

La deuxième partie est consacrée aux supports scientifiques de la colonisation et aux savoirs locaux.

Des explorations du continent noir au XIX^e siècle, l'histoire a surtout retenu les noms de quelques héros, Stanley, Brazza étant les plus connus, sans se soucier du fait que la logistique de ces expéditions était assurée par tout un peuple d'auxiliaires indigènes. Mathilde Leduc-Grimaldi, qui a intitulé son essai: *This way! Un aperçu des apports à l'œuvre dans les expéditions européennes au XIX^e siècle: porteurs, éclaireurs et interprètes*, met en lumière le rôle de ces acteurs méconnus de l'entreprise impérialiste et sur leur rôle dans la communication des savoirs, ensuite récupérés par les sociétés de géographie. Certaines voyageuses comme May French-Sheldon ont employé des porteuses et des interprètes femmes. D'une manière générale le rôle de ces auxiliaires s'est trouvé très occulté, volontairement ou non.

En rassemblant des données pluridisciplinaires sur diverses régions du continent africain, les sociétés de géographie ont ouvert la voie aux colonisateurs. Intitulée *The geographical societies of Brussels and Antwerp and their focus on Africa in the decade preceding the Berlin conference 1876-1885*, la communication de Jan Vandersmissen, (Université de Liège), montre combien les projets expansionnistes de Léopold II ont trouvé crédit dans l'opinion, et notamment parmi les élites sociales et politiques belges, grâce à l'influence de ces deux sociétés savantes.

L'institut colonial allemand de Hambourg, qui avait pour but de former des agents pour les colonies allemandes, fonctionna pendant une décennie (1908-1919) sous l'égide du ministère des colonies en s'efforçant de rassembler les éléments d'une doctrine coloniale scientifique. Sous le titre: *Colonialism as science and technology* Jens Ruppenthal montre que ses résultats furent des plus modestes (en particulier en raison de la guerre mondiale).

Les questions relatives à l'éphémère Etat Indépendant du Congo (1885-1908) font l'objet de la troisième partie : Jean Luc Plasman, assistant à Louvain, étudie les structures de cet Etat bicéphale qui, en fait, n'était pas un Etat, pas plus qu'il n'était indépendant. C'était un territoire colonial administré par une association internationale de capitalistes. On peut parler de bicéphalisme dans la mesure où le chef de l'Etat (qui ne vint jamais au Congo) résidait en Belgique ainsi qu'une partie de l'administration, tandis que l'autre partie avait son siège à Boma. Plasman définit cet Etat léopoldien comme une monarchie absolue tandis que Lancelot Arzel (Sciences-Po Paris) étudie les violences commises dans l'exploitation économique (*A la guerre comme à la chasse*). Il considère qu'en dépit de quelques enquêtes ordonnées par Léopold et son entourage, notamment à la suite des scandales du *Red rubber* et de quelques mesures disciplinaires, les agents locaux étaient le plus souvent amenés à couvrir les abus commis par les sociétés, dans lesquelles ils avaient parfois des intérêts.

Les deux contributions de la quatrième partie ont été consacrées au fonctionnement de l'appareil judiciaire colonial au Congo belge. Bérengère Piret étudie les structures judiciaires " européennes " c'est-à-dire la hiérarchie des tribunaux de droit belge relevant des deux cours d'appel de Léopoldville (anciennement à Boma) et d'Elisabethville, elles mêmes " coiffées " par la Cour de cassation de Bruxelles. Charlotte Braillon a consacré son étude au mariage



Académie des sciences d'outre-mer

indigène, inspiré par le modèle du code civil belge et mettant l'accent sur la monogamie et la liberté du consentement.

La cinquième partie traite des situations socio-économiques au Congo au cours de la période 1940-1960. Dantès Singiza étudie l'attitude des autorités belges face à une famine survenue au Rwanda en 1942-43. Dans ce pays densément peuplé, tributaire de ressources agricoles fragiles, les famines sont un phénomène récurrent. L'administration belge était apparemment consciente de la situation précaire du Rwanda puisque, dès 1942, elle avait interdit toute exportation de denrées alimentaires. Toutefois Singiza estime que ni le résident belge, Jean Paradis, un incapable qui fut déplacé, ni le roi Mutara III, qui ne s'intéressait pas au sort des Hutus, ne furent à la hauteur de la situation. La famine dite Ruzagayura (les famines sont, comme les cyclones, affectées d'un nom propre) résultait essentiellement de deux années de sécheresse, des ravages du mildiou et des restrictions dues à l'effort de guerre. Aucune donnée chiffrée ne nous est fournie quant au nombre des victimes, même approximatif. Les missions chrétiennes organisèrent, en collaboration avec l'administration, qui avait enfin pris conscience de l'ampleur du fléau, des centres d'accueil et de distribution de vivres, qui purent limiter les pertes humaines.

La contribution de Guillaume Léonard, auteur du livre *Kivu ma patrie?* est assez étrangement intitulée " *Un divorce belge* " et elle traite des ambiguïtés de la situation des planteurs de café au Kivu. Dans cette région qualifiée de *petite Suisse congolaise*, le colonat blanc prospérait. Ce divorce se résume à la rupture, à la veille de l'indépendance, entre les mentalités des enfants de colons nés au Kivu dans les années 30 et celles des Belges de métropole, aux conflits d'intérêts et aux difficultés économiques liées à l'écoulement de la production sur le marché de la métropole. Des anathèmes réciproques allaient en résulter et les colons rapatriés furent souvent assez mal accueillis.

Le Congo belge fut-il une colonie modèle en matière sociale comme on l'a souvent écrit? Pierre Tilly n'a sans doute pas tort de poser la question. L'économie coloniale a-t-elle apporté richesse et prospérité au Congo ou n'a-t-elle eu que des effets prédateurs? Si tous les travailleurs congolais étaient loin d'avoir un niveau de vie aussi enviable que celui des employés de l'Union Minière du Haut-Katanga (UMHK), on assiste à partir de 1944, et surtout à partir de la promulgation du statut des immatriculés en 1952, à la formation d'une classe moyenne congolaise surtout constituée de commerçants et de membres des professions libérales, voire de petits fonctionnaires. La naissance d'un syndicalisme congolais, l'action sociale de plusieurs fondations, dont celle de la reine Elizabeth pour l'assistance médicale indigène (AMI) apportèrent de nettes améliorations au niveau de vie des Congolais et firent de cette politique un succès. Mais les conditions d'existence dans les agglomérations urbaines (centres extra-coutumiers) restaient souvent pénibles.

Les deux dernières interventions forment la sixième partie: *Entre concepts et mouvements politiques*.

Etienne Deschamps étudie le concept d'Eurafrique, apparu dans l'entre-deux guerres comme conséquence du déclin de l'Europe: la figure et l'œuvre du comte Richard



Académie des sciences d'outre-mer

Coudenhove-Kalergi, prophète de l'union européenne, sont largement évoquées. Kalergi voyait dans l'Eurafrique un moyen d'enrayer le déclin de l'Occident

La dernière communication, celle d'Anne-Sophie Gijss (Louvain), traite de nationalisme et communisme au cours de la dernière décennie du Congo Belge. L'administration coloniale louvoyait entre *danger nationaliste* et *menace communiste*, redoutant de voir le communisme récupérer et confisquer le mouvement nationaliste congolais. Cette crainte fut particulièrement perceptible au cours des deux dernières années 1959-60 alors que le personnage de Lumumba, tenu, bien à tort semble-t-il, pour un agent de Moscou, inspirait les plus grandes peurs.

Jean Martin